République Islamique de Mauritanie **Honneur- Fraternité- Justice**
Commission Nationale des Concours

**Rapport annuel relatif aux concours de recrutement dans la Fonction
Publique au titre de l'année 2020**

**Article 54 de la loi 93.09 du 18/01/1993 portant statut général des
fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat)**

Rapport 2020

Introduction

En conformité avec le dispositif constitutionnel consacré par l'article 12 de la constitution du 20 juillet 1991 stipulant que « tous les citoyens peuvent accéder aux fonctions et emplois publics sans autres conditions que celles fixées par la loi » et conformément aux dispositions de l'article 51 la loi 93.09 du 18/01/1993 portant statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat qui disposent que « le concours est le procédé de droit commun pour le recrutement des fonctionnaires » et que « les recrutements effectués en méconnaissance de cette règle sont nuls et de nul effet et peuvent être retirés à tout moment » et, en exécution de l'article 54 de la loi suscitée, il est créé « une commission nationale des concours (...) comme Autorité Administrative indépendante placée auprès du Premier ministre. ».

C'est dans cet environnement juridique que les pouvoirs publics ont institué la commission nationale des concours pour lui confier la responsabilité d'organiser les concours de sélection des fonctionnaires au profit des différents secteurs de la fonction publique. Pour lui permettre de réaliser ses missions, des décrets réglementaires ont été pris par le Gouvernement. C'est ainsi que l'article 3 du décret 94.060 du 13 mai 2014 portant réorganisation et fonctionnement de la commission nationale des concours fixe en son article 3 que parmi les missions générales confiées à la commission nationale des concours l'obligation de veiller à la transparence des concours d'accès aux emplois publics, la validation des résultats non entachés d'irrégularités

graves et la transmission de ces résultats aux administrations bénéficiaires.

En outre, les articles 9 et 10 du même décret recommandent que « toutes les facilités doivent être données par les autorités administratives à la commission nationale des concours pour lui permettre d'accomplir sa mission dans de bonnes conditions », y compris la communication de façon régulière des profils susceptibles d'enrichir le fichier des personnes ressources pouvant être choisies comme membres des jurys des concours.

En application de l'article 54 de la loi 93.09 du 18/01/1993 portant statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat et les articles 3 et 16 du décret ci-haut cité qui disposent que « la commission nationale des concours adresse chaque année au Premier ministre un rapport sur le recrutement dans les différents corps des fonctionnaires » qui sont organisés durant cette année, la commission présente ainsi le douzième rapport annuel relatif aux concours de l'année 2020.

Ce rapport est élaboré à partir des synthèses des rapports des présidents des jurys des concours relatifs aux concours qu'ils ont supervisés au titre de l'année 2020 en sus des observations de la commission elle-même et des recommandations issues de l'expérience et l'expertise accumulée dans le domaine des concours.

Axes du présent document

- (I) Synthèse des activités de la commission nationale des concours au cours de l'année 2020
- (II) Remarques tirées à partir des concours de cette année
- (III) Synthèse des rapports des jurys des concours organisés au titre de l'année 2020

- (IV) Recommandations générales axées sur le renforcement de la transparence des concours
- (V) Perspectives 2021
- (VI) Synthèse de chacun des rapports de concours

I - Synthèse des activités de la commission nationale des concours au titre de l'année 2020

Durant l'année 2020, la commission nationale des concours a pu réaliser les missions suivantes:

- 1.- l'organisation de six(6) concours de recrutement nationaux au profit de six(6) départements ministériels différents dans des conditions impactées par la pandémie du Covid 19 avec tout ce que cela a nécessité comme prise de précautions et de réserves durant tout le processus du concours de la phase du dépôt des dossiers, leur traitement, l'organisation du déroulement des épreuves, la surveillance, la correction, la réception des réclamations dans candidats, l'organisation des entretiens individuels. le nouvel environnement causé par la pandémie a eu aussi d'autres impacts comme l'augmentation du nombre de salles d'examen à utiliser, le personnel chargé de l'anonymat, de la correction, le nombre de surveillants utilisés, l'emploi de moyens pour désinfecter les lieux exploités, les salles d'examen et le matériel ainsi que la distribution de masques.
- 2.- la révision et la modification du décret 98.022 du 19/04/1998 relatif au régime commun des concours administratifs et examens professionnels ; élaboration et finalisation du nouveau décret le modificatif portant N°2020.106 du 18/08/2020 qui a contribué à renforcer la transparence des concours à travers :

- a) Renforcement du niveau de coordination entre la commission nationale des concours et les jurys chargés de superviser les concours
 - b) La non attribution de note lors l'entretien oral ;
 - c) Adoption du classement par ordre de mérite lors de la proclamation des résultats provisoires d'admissibilité ;
 - d) Ouverture des voies de recours devant les candidats durant toutes les phases du concours pour pouvoir redresser les réclamations nécessitant un traitement opportun ;
-
- 3.- collecte de textes juridiques et impression d'un livret juridique bilingue (arabe et français) comportant les textes législatifs et réglementaires relatifs à l'organisation des concours administratifs et examens professionnels. Ce livret est mis à la disposition du jury chargé de superviser le concours comme support de référence.
 - 4. – élaboration d'un guide pratique détaillant les procédures, étapes et tâches que nécessitent l'exécution de chaque opération de sélection.

 - 5. –l'élaboration du projet de budget de l'année 2021. Ce projet de budget fut inséré par le Premier Ministère dans la loi de finances initiale 2021. Il s'est caractérisé par une nette amélioration du volume des ressources financières consacrées aux concours tout en demeurant en dessous des attentes.
 - 6.- Amélioration du contenu du site de la commission www.cnc.gov.mr et la mobilisation d'un consultant pour sa gestion et la conception d'une base de données et d'un fichier des personnes ressources. Le choix d'une nouvelle version du site est actuellement en cours avec l'assistance de la direction générale des technologies de l'information et de la communication.
 - 7.- l'envoi de 57 correspondances aux diverses administrations concernées de près ou de loin par l'organisation des concours et prise de 24 décisions pour la désignation des jurys de concours et la validation des résultats des concours.

Contraintes existantes

Dans le domaine de la surveillance

D'une manière générale, l'organisation de la surveillance pose en permanence de problèmes graves liés en particulier au manque de rigueur et de discipline chez les surveillants (la présence et le respect des consignes) ainsi qu'au niveau des candidats habitués au laxisme de certains encadreurs et ce en cherchant à profiter de tout ce que les nouveaux supports et réseaux de communication offrent comme possibilité de fraude et de contournement.

Un travail est actuellement entrepris pour pallier à cette carence de professionnalisme et de gouvernance à travers des séances d'orientation, d'accompagnement, de collaboration et d'assistance organisées sous l'égide de la commission nationale des concours et pour l'acquisition d'appareils de brouillage électronique et de détection des téléphones portables avec les candidats dans les centres d'examen sont des mesures envisageables.

Dans le domaine du choix des équipes de supervision

La mission qui consiste à réaliser des concours nationaux répondant aux objectifs et normes souhaités constitue une source de défi inévitable hantant en permanence tout celui qui en a la lourde tâche. Car, il s'agit de tâches extrêmement sensibles liées d'une part au domaine des réformes et des améliorations constantes du service public et d'autre part aux intérêts d'une large frange de la population à travers une sélection équitable entre des citoyens postulant pour des emplois publics demandant des qualifications déterminées dans un environnement où domine l'emprise de l'interventionnisme, le

népotisme et l'hégémonie des intérêts étroits et les tentatives de fraude et de l'usage du faux.

Dans un environnement semblable, le meilleur choix des présidents et membres des jurys d'examen jouissant de critères requis en termes d'intégrité, d'honnêteté, de compétence, d'expérience et de rigueur demeure une mission centrale difficilement réalisable.

Dans le domaine de l'application de la réglementation

Bien que cette année a connu la révision et la modification du décret 98.022 du 19/04/1998, certaines observations signalées dans les précédents rapports demeurent encore posées et sont rappelées ici en ce qui concerne le volet relatif au dispositif juridique des concours administratifs. Aussi, la création en 1993 de la commission nationale des concours n'a pas été accompagnée par son insertion effective dans le dispositif juridique existant.

En effet, l'article 53 de la loi 93.09 a repris les dispositions antérieures stipulant que « la nature et le programme des épreuves des concours, l'ouverture du concours, la date et le lieu de déroulement des épreuves, le nombre des places offertes et la liste des candidats admis à concourir sont fixées par arrêté du Ministre chargé de la fonction publique pour les corps à caractère interministériel, et par arrêté conjoint du Ministre chargé de la fonction publique et du Ministre dont dépend l'emploi pour les autres corps » en faisant abstraction des dispositions de l'article 54 de la même loi instituant la commission nationale des concours .

Remerciements

La Commission Nationale des Concours souhaite exprimer ses vifs remerciements aux pouvoirs publics pour les facilités et soutiens qu'ils n'ont cessé de lui apporter durant toute cette période notamment le Premier Ministère, les Ministères chargé de la Fonction Publique, de l'Education Nationale et des Finances, les autorités

chargées de la sécurité ainsi que les autres services publics dont le bon niveau de coopération était déterminant et a permis à la commission d'accomplir pleinement sa mission.

Aussi, la commission souhaite exprimer en particulier sa satisfaction du niveau de réactivité des administrations concernées par la mobilisation des ressources financières nécessaires que ce soit pour le paiement des arriérés ou de la disponibilisation des moyens nécessaires pour l'exécution des concours réalisés cette année.

Dans ce même cadre, la commission réitère ses remerciements aux présidents et membres des jurys des concours qui ont acceptés de prendre en charge la lourde tâche de superviser des concours et fourni tous les efforts énormes pour garantir leur réussite.

2

Synthèse des rapports relatifs aux concours organisés au titre de l'année 2020

1

Données Générales

Au début de l'année 2020 et au cours du mois de janvier, les étapes restantes du concours de recrutement de 10 unités au profit de l'ex ONS, ont pu être achevées. Aussi, en plus de cette opération de sélection, cinq autres concours ont été organisés au titre de l'année 2020. Ce qui a permis le recrutement de 994 fonctionnaires issus de diverses spécialités au profit de six(6) départements ministériels. Les places ainsi pourvues répartissent comme suit :

- . - des places destinées à la formation au niveau des écoles qui sont au nombre de 4 concours représentant un taux de 66.6% des concours organisés pour 854 places soit 86% des places à pourvoir ;
- des places pour l'utilisation immédiate dont le nombre de concours organisé est quatre(4) concours représentant ainsi 33.6% pour 140 places soit 14%.

Le ratio pour la participation à l'ensemble de ces concours a atteint 27 candidats concurrençant pour une place. Aussi, les places ont été pourvues, à moins de 52.17% en ce qui concerne l'accès par voie d'Ecoles alors que ce ratio a approché le taux de 87.5% en ce qui concerne la voie immédiate

Le non pourvoi des places demandées par l'administration provient de l'existence de spécialité où le nombre de candidats postulants est inférieur au nombre de places demandées ou de spécialités avec un nombre de candidats suffisant mais n'ayant pas obtenu de résultats acceptables.

-2

Synthèse des données globales des concours de 2020

concours	Spéc.de	Nb.de	Nb.salles	N.centres	Surveilla.	correcteur.	Admis		Tx.ad	.P.A
Formation	23	854	1300	73	2500	1250	526		52.14%	70
Utilisation imméd.	05	140	30	04	80	73	139		92.9%	23
Total	28	994	1330	77	2580	3928	665		66%	93

III

Observation relevées à partir de l'organisation des concours de 2020

1- En comparaison avec les concours des années précédentes, ce qui caractérise cette année c'est l'augmentation du taux de recrutements au niveau du département de la santé. Car celui-ci a atteint 68.4% alors que celui de l'Education a connu une chute sensible avec un taux de 15% seulement. En totalisant les deux chiffres, nous constatons que le secteur des ressources humaines conserve sa première position avec un taux dépassant 83% de l'ensemble des recrutements effectués au cours de l'année 2020.

Les recrutements effectués par voie de formation dans les écoles ont atteint 86%, alors que les recrutements pour l'utilisation immédiate n'ont pas pu dépasser 14%.

- 2- La faiblesse constatée du niveau des candidats pour certaines spécialités. En effet, il a été relevé que certaines spécialités demandées par l'administration n'ont pas pu avoir un nombre suffisant de candidats admis tandis que dans d'autres spécialités le nombre de candidat admis est néant.
- 3- L'existence de diplômes falsifiés surtout au niveau du diplôme du baccalauréat où neuf(9) faux diplômes ont été détectés et leurs détenteurs ont été écartés de l'opération de sélection et les autorités compétentes en la matière ont été informées de cette donne.
- 4- L'inexistence de certaines spécialités demandées par l'administration sur le marché du travail. Ce phénomène est de nature à interpeler les administrations scolaires concernées pour une prise de conscience et prise en compte lors de l'octroi de bourses nationales par voie d'orientation scolaire.

Les spécialités identifiées sont :

- 1) ingénieurs topographes,
- 2) les médecins spécialistes et les techniciens professionnels de santé notamment en anesthésie, radio et en kinésithérapie,
- 3) les docteurs vétérinaires,
- 4) les médecins généralistes,
- 5) la protection aérienne,
- 6) ingénieurs démographes,
- 7) ingénieurs en zones protégées.

L'évolution des dépenses des concours

Le tableau ci-après présente l'évolution des dépenses annuelles liées à l'exécution des opérations des concours organisés depuis 2012. Il met en relief l'évolution du budget annuel alloué à la commission en comparaison avec les montants utilisés devant couvrir les dépenses annuelles des concours. La lecture du tableau reflète une

grande contradiction entre les besoins nécessaires pour l'organisation des concours et les dotations budgétaires octroyées ainsi que les motifs d'accumulation des arrières de créances de la commission.

Le tableau ci-dessous ne prend pas en compte les montants économisés d'un moment à l'autre en dehors du budget annuel initial pour couvrir des dépenses non prévues ou pour régler certains arriérés pressants qui se sont accumulées progressivement en raison du déficit du budget annuel et son incapacité pour prendre en charge les frais de certains concours.

Années	Montants utilisés	Budget accordés
2012	8.541.542	
2013	10.723.540	
2014	12.434.339	
2015	13.813.785	4.410.000
2016	12.310.543	7.910.000
2017	14.436.831	9.610.000
2018	15.700.000	12.600.000
2019	23.200.000	9.300.000
2020		16.400.000

I - Observations générales

Au regard de l'évaluation des expériences tirées de quelques années de travail, nous pouvons d'ores et déjà souligner les observations générales suivantes:

- Le contrôle de la commission nationale des concours dans la maîtrise de l'organisation des opérations de concours annuels en particulier dans le domaine de l'identification des besoins et des périodes appropriées pour organiser des concours rencontre encore des difficultés qui sont liées à l'absence de

planification au niveau des établissements de formation des fonctionnaires. Cette situation se répercute sur la détermination du nombre de places à offrir et les calendriers convenables pour le déroulement des opérations de sélection. Aussi, elle s'étend sur l'estimation et la mobilisation des moyens nécessaires et suffisants pour l'organisation des concours et pose, dans certains cas, des difficultés qui nécessitent une solution durable.

- Les dotations annuelles accordées à la commission nationale des concours demeurent non suffisantes pour pouvoir couvrir les besoins accrus bien que les régularisations effectuées en 2018 et 2019 ont contribué au règlement des arriérés et la couverture des dépenses des concours. Ils ont de surcroît reflété le degré d'importance qu'accordent les pouvoirs publics pour assurer une bonne organisation des concours et la volonté de ces pouvoirs pour aplanir les difficultés pouvant limiter l'organisation convenable des concours.
- Faiblesse du niveau de vulgarisation du dispositif juridique relatif au concours au sein des administrations et la méconnaissance de ces textes par la plupart des fonctionnaires disposés à travailler au sein des jurys de supervision des concours.

II- Recommandations générales pour le renforcement du professionnalisme et la transparence des concours

- 1- Révision de la loi relative au statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat en ce qui concerne l'organisation des concours de recrutement en vue de garantir une harmonie entre les textes régissant les concours et le mécanisme institutionnel chargé de l'organisation de ces concours
- 2- Conception et validation d'une application informatique permettant de suivre le processus du concours de la phase de lancement jusqu'à la proclamation définitive des résultats en passant par la détection de tout dysfonctionnement, manœuvre ou intervention malveillante entachant la transparence le professionnalisme et la précision des données

- 3- Engager plus de sensibilisations autour des concours, ces règles et procédures surtout dans le milieu des responsables chargés des ressources humaines au niveau des départements ministériels et EPAs.
- 4- Augmentation des moyens financiers alloués à la Commission proportionnellement à l'augmentation des candidats permettant une organisation optimale des concours.

Perspectives de 2021

Pour l'amélioration de la qualité de l'organisation des concours, la commission s'emploie pour une révision des procédures de travail existantes à travers :

- 1) La finalisation du processus de réforme du dispositif législatif et réglementaire de la commission nationale des concours notamment :
 - La Modification de certains articles du décret 94.160 fixant l'organisation et le fonctionnement de la commission nationale des concours ;
 - L'Elaboration, la publication et la diffusion d'un manuel de procédures uniformisées couvrant toutes les étapes de l'opération de sélection à partir de l'annonce du concours jusqu'à la validation définitive des résultats ;
 - Veiller à la séparation complète entre l'équipe chargée de l'anonymat et le secrétariat et interdire à tout membre de l'équipe d'anonymat de participer à une autre activité liée audit concours ;
 - Meilleur encadrement des jurys des concours notamment en matière de surveillance, de l'évaluation de la performance de la correction et le professionnalisme dans le choix des épreuves (sujets d'examens et grille d'évaluation)
 - Organisation de rencontre avec les gestionnaires des personnels au niveau des administrations centrales.
 - Mise en œuvre de la nouvelle version du site et poursuite de l'élargissement de son exploitation dans les opérations de concours.

- Elargissement graduel de l'intervention de la commission pour couvrir les établissements publics administratifs.
- Profiter des données du registre des institutions spécialisées en matière de délivrance des diplômes nationaux et du registre de l'état civil et ce pour améliorer davantage les mécanismes de réception et de l'étude des dossiers des candidats ainsi que du niveau d'authentification des documents et pièces demandées.

Fait à Nouakchott, le 20 janvier 2021
Pour la commission nationale des concours

Son Président Cheikhna ould Idoumou

A N N E X E

République Islamique de Mauritanie Honneur - Fraternité - Justice
Commission Nationale des Concours (CNC)

**Rapport du Président de la Commission Nationale des Concours, relatif au recrutement
de 10 unités au profit de l'Agence Nationale de la Statistique et l'Analyse
Démographique et Economique (ANSADE)
2020**

I°) Référence :

- La loi 93.09 du 18/01/1993 portant statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat
- L'article 15 du décret N° 2014.060 du 15/03/2014, fixant la réorganisation et le fonctionnement de la Commission Nationale des Concours (CNC)
- Le décret 98.022 du 19/04/1998 relatif au régime commun des concours et des examens professionnels
- Le décret n° 2017.011 du 02/08/2017, portant nomination du président, du commissaire du gouvernement et des membres de la Commission Nationale des Concours
- Le communiqué conjoint N° 079 en date du 11/09/2019, relatif au concours de recrutement de 10 unités au profit de l'**ANSADE** 2020.
- Décision de la Commission Nationale des concours N° 077 du 20/12/2019 nommant le jury du concours

**II°) Synthèse du rapport du président du jury Professeur
IsselmouOuld Mohamed relatif au déroulement du concours**

Processus de déroulement de l'opération

- Diffusion du communiqué ouvrant le concours le 11/12/2019 et sa publication sur le site de la CNC et son affichage au niveau des locaux des bureaux de la CNC et de l'**ANSADE**
- Réception des dossiers de candidatures dans les locaux de l'ONS de Nouakchott dans la période allant du 11/12/2019 au 25/12/2019.
- Réunion du jury le 30 et 31 /12/2019, pour la publication de la liste des candidats répondant aux conditions fixées pour être autorisés à participer
- Les candidats autorisés participer ont subi les épreuves de l'écrit le dimanche 04/01/2020 dans les locaux de l'ENI de NKTT.
- Proclamation des résultats de l'admissibilité le 07/01/2020.

- Entretien du jury pour l'épreuve de l'oral le 09/01/2020
- Proclamation de la liste des candidats définitivement admis s'le 09/01/2020

A .bénéficiaire	Spécialité	n. demandé	n. s admi	% admis	Avis CNC
ANSADE	Ing.écostatisticien	4	1	25%	validé
	Ing.démographe	1	1	100%	validé
	Adjt techni.statist	5	4	100%	Validé
	3	10	6	60%	

III - Apport de la CNC

La commission nationale des concours a accompagné le jury dans le déroulement de toutes les étapes du concours et a tout mis en œuvre pour faciliter le travail du jury et a mobilisé un nombre suffisant de surveillants en vue d'assurer à cette opération un climat serein paisible et transparent.

En plus du jury, la CNC a mobilisé les ressources humaines et les moyens en logistique comme le décrit le tableau ci-dessous

a. bénéficiaire	N. Salles	N. centre	N surveillants	N correcteurs	P. appui
ANSADE	1	.	2	3	2

- La Commission Nationale des Concours a organisé une séance de travail avec le jury pour étudier et discuter de l'ensemble des modalités d'organisation du concours et pour insister sur les exigences de transparence et d'équité
- La Commission nationale des concours n'a pas reçu de réclamations contestant les résultats du concours
- La commission a constaté que la couverture des postes demandés n'a pas dépassé 60% et que le poste ouvert pour l'ingénieur démographe a connu la candidature d'un seul postulant se trouvant sur le marché de l'emploi.

IV. Décision de la CNC

La Commission valide les résultats du concours et les transmet aux administrations concernées.

Nouakchott, le 12/01/2020

Pour la Commission Nationale des Concours
Le président
Cheikhna Ould Idoumou

République Islamique de Mauritanie Honneur - Fraternité - Justice
Commission Nationale des Concours (CNC)

Rapport du Président de la Commission Nationale des Concours, relatif au recrutement de 120 professeurs d'enseignement technique 2020.

I°) Référence :

- La loi 93.09 du 18/01/1993 portant statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat
 - Le décret N° 2014.060 du 15/03/2014, fixant la réorganisation et le fonctionnement de la Commission Nationale des Concours (CNC)
 - Le décret 2020.106 du 27/10/2020 modifiant le décret 98.022 du 19/04/1998 relatif au régime commun des concours et des examens professionnels
 - Le décret n° 2019.030 du 14/02/2019, portant nomination du président de la Commission Nationale des Concours
 - Le décret n° 2021.004 du 13/01/2021, portant nomination du commissaire du gouvernement et des membres de la Commission Nationale des Concours
- Le communiqué conjoint N° 018 en date du 15/01/2020, relatif au concours de recrutement de 120 unités au profit du ministère chargé de l'enseignement technique
- Décision de la Commission Nationale des concours N° 001 du 30/01/2020 nommant le président du jury du concours de recrutement de 120 professeurs de l'enseignement technique

II°) Synthèse du rapport du président du jury Monsieur MahfoudhOuldAmmy relatif au déroulement du concours

Processus de déroulement de l'opération

- Diffusion du communiqué ouvrant le concours le 16 janvier 2020 et sa publication au niveau du site de la CNC
- Réception des dossiers de candidatures dans les locaux de la direction de la formation technique et professionnelle de Nouakchott dans la période allant du 16/01/2020 au 30/01/2020.
- Suite à la réunion de travail du jury du concours, la liste des candidats répondant aux conditions fixées pour être autorisés à participer, a été rendue publique.
- Les candidats autorisés à participer au concours ont passé les épreuves de l'écrit le dimanche 16/02/2020 dans les locaux du lycée technique. La date prévue initialement était le dimanche 09/02/2020 mais reportée sur demande du jury.
- Proclamation des résultats de l'admissibilité le 20/02/2020.
- Les entretiens psychotechniques avec les candidats admissibles se sont déroulés du lundi 09 mars au jeudi 12 mars 2020 dans les locaux du CSET.
- Après le parachèvement, le jury s'est réuni le 17 mars 2020 dans les locaux du CSET pour statuer sur certains cas spéciaux et proclamer les résultats définitifs des admis dans les diverses spécialités.

I- Cas spéciaux

- a) Absence constatée au niveau de l'entretien : quatre candidats de différentes spécialités ne se sont pas présentés. Les spécialités concernées sont la mécanique, les constructions métalliques et l'électromécanique. Le jury a considéré que le non passage du candidat admissible à l'entretien oral l'exclu pour divers motifs : (1) l'impossibilité de pouvoir vérifier les originaux des diplômes de l'intéressé, (2) l'existence d'un dossier incomplet au vu de l'absence du casier judiciaire du candidat, (3) l'impossibilité de s'assurer de l'aptitude physique du candidat à enseigner et (4) preuve d'un désintéressement du candidat et en se fondant sur ces motifs, le jury a décidé d'exclure ces candidats.
- b) La non présentation de l'arrêté d'équivalence
Le candidat N°18 sur le registre du concours a été autorisé à participer sur demande de la commission d'équivalence des diplômes qui délivre aux candidats les équivalences de diplômes. Pour cette raison, le jury lui a conservé ses notes.
- c) L'absence des originaux des diplômes totalement ou partiellement

Il s'agit des candidats N°32 / spécialité informatique et N°4 spécialité mécanique. Le jury, après contact des universités ayant délivré les diplômes aux intéressés, a pu s'assurer des attestations confirmant l'obtention de leur diplôme et a en se basant sur ces faits décidé leur admission pour compléter la procédure juridique organisant ce concours.

d) Les Exe aequo au niveau de la moyenne générale
Cette situation a été observée au niveau de la liste complémentaire de la spécialité informatique : le jury a décidé de départager les intéressés en basant sur la note de la matière de spécialité.

Les résultats définitifs ont été proclamés comme suit suivant les spécialités :

- 1) Spécialité Commerce : 6
- 2) Spécialité mécanique : 13
- 3) Spécialité télécommunications : 10
- 4) Spécialité constructions métalliques : 20
- 5) Spécialité informatique : 15
- 6) Spécialité électricité : 15
- 7) Spécialité électromécanique : 12
- 8) Spécialité génie civil : 20

Apport de la CNC

La commission nationale des concours a accompagné le jury dans le déroulement de toutes les étapes du concours et a tout mis en œuvre pour faciliter le travail du jury et mobiliser le nombre suffisant de surveillants et ce pour assurer à cette opération un climat serein et favorable.

Décision de la CNC

La Commission a validé les résultats du concours et a décidé leur transmission aux administrations concernées.

Nouakchott, le 20/05/2020

Pour la Commission Nationale des Concours
Le président
Dr. Cheikhna Ould Idoumou

République Islamique de Mauritanie Honneur - Fraternité - Justice
Commission Nationale des Concours (CNC)

Rapport du Président de la Commission Nationale des Concours relatif concours externe pour le recrutement de 130 unités au profit de la délégation générale de la sécurité civile et de la gestion des crises 2020.

I°) Référence :

- La loi 93.09 du 18/01/1993 portant statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat
 - L'article 15 du décret N° 2014.060 du 15/03/2014, fixant la réorganisation et le fonctionnement de la Commission Nationale des Concours (CNC)
 - Le décret 98.022 du 19/04/1998 relatif au régime commun des concours administratifs et examens professionnels
 - Le décret 2020.106 du 27/10/2020 modifiant le décret 98.022 du 19/04/1998 relatif au régime commun des concours et des examens professionnels
 - Le décret n° 2019.030 du 14/02/2019, portant nomination du président de la Commission Nationale des Concours
 - Le décret n° 2021.004 du 13/01/2021, portant nomination du commissaire du gouvernement et des membres de la Commission Nationale des Concours
 - La lettre du Ministre de l'Intérieur et le communiqué conjoint N° 056 en date du **03/11/2020** relatif à un concours externe pour le recrutement de 130 unités
 - Décision de la Commission Nationale des concours N° 040 du 11/08/2020 nommant le jury du concours pour le recrutement de 130 unités au profit la délégation générale de la sécurité civile et de la gestion des crises
- Le concours est ouvert pour le recrutement de 130 unités au profit de la délégation générale de la sécurité civile et de la gestion des crises : 30 chauffeurs et 100 agents de la protection civile.

II°) Synthèse du rapport du président du jury BihOuld Abdel Kader relatif au déroulement du concours

Le communiqué ouvrant le concours fut diffusé le 27 juillet 2020 et publié le même jour sur le site de la commission www.cnc.gov.mr

Les centres ouverts pour le dépôt des dossiers de candidatures étaient :

- Centre de Néma
- Centre d'Aioun
- Centre de Kiffa
- Centre d'Aleg
- Centre de Kaédi

- Centre de Rosso
- Centre d'Akjoujt
- Centre de Nouadhibou
- Centre de Nouakchott Ouest

Les centres ont demeuré ouverts durant la période du 12 au 29 juillet 2020.

Au terme de cette période, le jury a tenu une réunion de travail pour finaliser le traitement des dossiers suivant les conditions fixées par la réglementation régissant le concours et a par la suite publié la liste des candidats autorisés à concourir.

Déroulement de l'épreuve sportive suivant le calendrier suivant :

- 1) Le lundi 24/08/2020 pour les centres de Nema, Aleg et Kaédi
- 2) Le mardi 25/08/2020 pour les centres Aioun, Kiffa, Rosso, Akjoujt, NDB,
- 3) Pour le centre de Nouakchott : le 26, 28 et 29 août 2020

Les épreuves de l'écrit se sont déroulées le jeudi 27/08/2020 pour les candidats autorisés à passer cette épreuve.

L'épreuve de conduite de véhicules a été organisée le samedi 29 dans le terrain de l'ancien aéroport. A la fin de cette étape le jury a proclamé la liste des candidats déclarés admissibles comme suit :

- Agents : 109
- Chauffeurs : 88

Le 12/10/2020, a été organisé à l'état-major de la Garde nationale la visite médicale

L'épreuve d'entretien oral a été organisée à l'institut supérieur de la jeunesse et des sports les 4,5 et 6 novembre 2020 uniquement pour les candidats admissibles ayant passé avec succès les phases précédentes

Après la finalisation de la phase de l'entretien, le jury s'est réuni le 07/11/2020 dans les locaux de l'institut supérieur de la jeunesse et des sports pour statuer sur certains cas spéciaux et pour délibérer. Il a au terme de ces travaux proclamé la liste des admis

Le concours s'est déroulé sans incident pouvant entacher l'équité, la sérénité, la transparence de l'opération.

1) Décision pour l'éviction d'un candidat

Présentation et discussion relative à la situation d'un candidat parmi la liste des candidats chauffeurs.

En effet, le jury a constaté lors de l'épreuve orale qu'un candidat a présenté un diplôme de BEPC douteux et, après confrontation du diplôme avec les données de la direction examens du Ministère de l'Education Nationale, il a été constaté que le diplôme que le candidat a présenté est enregistré pour une autre personne et avec des NNI date et lieu de naissance différents.

Après délibération, le jury a décidé d'écarter le dit candidat et de le remplacer par le premier nom sur la liste complémentaire.

22 cas admissibles ont été écartés par la visite médicale

Proclamation des résultats définitifs comme suit :

- 88 agents sont admis
- 30 chauffeurs sont déclarés admis

III - Apport de la CNC

La CNC a tout mis en œuvre pour faciliter le travail du jury et mobiliser les moyens pour assurer à cette opération un climat serein et favorable.

I- **Décision de la CNC**

La Commission a validé les résultats du concours et a décidé leur transmission aux administrations concernées.

Nouakchott, le 10/12/2020

Pour la Commission Nationale des Concours
Le président
Cheikhna Ould Idoumou

République Islamique de Mauritanie Honneur - Fraternité - Justice
Commission Nationale des Concours (CNC)

**Rapport du Président de la Commission Nationale des Concours, relatif au concours
recrutement externe et interne de 30 professeurs agrégés
2020.**

I°) Référence :

La loi 93.09 du 18/01/1993 portant statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat

L'article 15 du décret N° 2014.060 du 15/03/2014, fixant la réorganisation et le fonctionnement de la Commission Nationale des Concours (CNC)

Le décret 98.022 du 19/04/1998 relatif au régime commun des concours et des examens professionnels

Le décret 2020.106 du 27/10/2020 modifiant le décret 98.022 du 19/04/1998 relatif au régime commun des concours et des examens professionnels

Le décret n° 2019.030 du 14/02/2019, portant nomination du président de la Commission Nationale des Concours

Le décret n° 2021.004 du 13/01/2021, portant nomination du commissaire du gouvernement et les membres de la Commission Nationale des Concours

Le communiqué conjoint N° 002 en date du 03/08/2020, relatif au concours de recrutement de 120 unités au profit du ministère chargé de l'enseignement technique

Décision de la Commission Nationale des concours N° 039 du 11/08/2020 nommant le jury du concours de recrutement de 30 professeurs agrégés

**II°) Synthèse du rapport du président du jury le professeur Diallo
Mouhamedou**

Publication du communiqué ouvrant le concours de recrutement externe et interne de 30 professeurs agrégés et sa diffusion au niveau de certains organes de la presse publique

Des mécanismes appropriés ont été utilisés pour la réception des dossiers des candidats postulant pour les spécialités ouvertes qui sont les mathématiques, la physique et la chimie, les sciences de l'ingénierie et le français

Après le traitement des dossiers par le jury du concours, aucun dossier n'a été écarté.

Déroulement du concours

Le concours a été organisé dans les locaux de l'ENS en un seul jour. 60 candidats ont participé dont deux(2) candidats pour le concours interne. Cette opération a nécessité la

mobilisation de neuf surveillants et six agents d'appui et elle s'est déroulée dans de bonnes conditions.

Anonymat et Correction

L'équipe du secrétariat a effectué l'opération de l'anonymat sous le contrôle son président et a présenté les copies sous anonymat pour la correction.

Proclamation des résultats

La proclamation des résultats s'est déroulée en deux phases : le 02/10/2020, proclamation des résultats du concours interne où deux candidats ont été déclarés définitivement admis et classés par ordre de mérite dans les spécialités ci-après :

Français : admis 1 et sans liste complémentaire

Mathématique : admis 1 et pas de liste complémentaire

Pour le concours externe, les résultats ont été proclamés par ordre de mérite le 03/10/2020 pour la phase de l'admissibilité et comme suit :

- 1) Sciences de l'ingénierie : 1 cas admissible
- 2) Mathématique : 7 cas admissibles
- 3) Physique chimie : 11 cas admissibles

Les candidats admissibles ont été invités pour passer les entretiens le 7 et 8 octobre 2020 dans les locaux de l'ENS.

Cette opération a donné les résultats suivants :

Spécialités	Postes demandés	Admis	%
Français	5	1	20%
Sciences de l'ingénierie	5	1	20%
Mathématiques	10	8	80%
Physique chimie	10	12	120%
Total	30	22	73.33%

22 postes ont été pourvus sur 30 postes demandés. Il a été constaté l'absence de candidat pour la spécialité français du concours externe et absence de candidat en physique chimie pour le concours interne.

Apport de la CNC

La commission nationale des concours a accompagné le jury dans le déroulement de toutes les étapes du concours et a tout mis en œuvre pour faciliter le travail du jury et mobiliser le nombre suffisant de surveillants. et ce pour assurer à cette opération un climat serein et favorable.

Décision de la CNC

Après étude et évaluation des procédures utilisées pour organiser l'opération, La Commission a validé les résultats du concours et a décidé leur transmission aux administrations concernées.

Nouakchott, le 10/11/2020

Pour la Commission Nationale des Concours
Le président
Dr. CheikhnaOuldIdoumou

République Islamique de Mauritanie Honneur - Fraternité - Justice
Commission Nationale des Concours (CNC)

Rapport du Président de la Commission Nationale des Concours relatif concours externe et interne pour le recrutement de 680 unités au profit du Ministère de la Santé 2020.

I°) Référence :

La loi 93.09 du 18/01/1993 portant statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat

L'article 15 du décret N° 2014.060 du 15/03/2014, fixant la réorganisation et le fonctionnement de la Commission Nationale des Concours (CNC)

Le décret 98.022 du 19/04/1998 relatif au régime commun des concours administratifs et examens professionnels

Le décret 2020.106 du 27/10/2020 modifiant le décret 98.022 du 19/04/1998 relatif au régime commun des concours et des examens professionnels

Le décret n° 2019.030 du 14/02/2019, portant nomination du président de la Commission Nationale des Concours

Le décret n° 2021.004 du 13/01/2021, portant nomination du commissaire du gouvernement et des membres de la Commission Nationale des Concours

L'arrêté conjoint N°786 du 14/10/2020 ouvrant un concours externe et interne pour le recrutement de 680 unités au profit du Ministère de la Santé

Le communiqué conjoint N° 047 en date du 05/10/2020 relatif à un concours externe et interne pour le recrutement de 680 unités au profit du Ministère de la Santé

Décision de la Commission Nationale des concours N° 051 du 03/11/2020 nommant le jury du concours.

Le concours est ouvert pour le recrutement de 600 unités pour voie de formation aux écoles de santé publique et pour voie interne pour parachever leur formation au sein de l'Ecole Supérieure des sciences de la santé.

II°) Synthèse du rapport du président du jury relatif au déroulement du concours

Le jury du concours a réceptionné 589 dossiers dans les diverses spécialités et niveaux fixés par la réglementation du concours. Aussitôt reçue, une équipe issue du jury s'est chargée de faire l'étude des dossiers et a vérifié la conformité des constituants de chaque dossier en se basant sur les conditions fixées par l'arrêté et le communiqué conjoint en ce qui concerne la nature des diplômes, les niveaux et l'âge ainsi que les autres critères..

Après étude des dossiers, la liste des candidats autorisés à concourir et ceux rejetés a été publiée sur le site de la CNC et affiché au niveau des locaux de l'Ecole Supérieure des Sciences de Santé pendant dix jours avant la date des épreuves. Pour le complément des dossiers incomplets 4 jours ont été donnés.

Les épreuves de l'écrit se sont le 21/11/2020 à Nouakchott sous la supervision d'une commission de surveillance. Cette commission de surveillance a en plus de la surveillance stricte du déroulement du concours au niveau des salles et la mise à l'écart de tous les moyens de fraude, a exigé la mise en place des mesures barrières pour se protéger du Covid 19 en exigeant le port des masques et la distanciation.

Après les épreuves de l'écrit, le jury a entamé l'étape de l'anonymat qui a duré du 22 au 25 /11/2020 pour aboutir à l'étape de la correction le 26/11/2020 pour se terminer le 05/12/2020.

Les délibérations se sont déroulées le 06/12/2020 en présence des 2/3 des correcteurs et la commission de supervision. Au terme de cette opération, le jury a proclamé les résultats définitifs du concours interne classés par ordre de mérite et la liste provisoire des admissibles du concours externe.

Après une période de deux semaines fixée pour recevoir les réclamations prévue par la réglementation, l'entretien oral s'est déroulé du 22 au 24 décembre 2020 pour s'assurer de l'authentification des diplômes, de l'aptitude des candidats et les données les concernant. Les résultats définitifs ont été proclamés le 26/12/2020 et ce comme suit :

I- Le Concours externe

Etablissement d'accueil	Nbre de candidats	Filière	Nbre demandés	Admis	Déficit constaté
ESP Nktt	170	IS et IO	200	153	47
ESP Nema	44	IS	100	44	56
ESP Kiffa	55	IS	100	54	46
ESP Sélibabi	15	IS	100	11	89
ESP Rosso	12	IS	100	10	90

II- Le concours

L'établissement	Filière	Candidats	Nbre de postes demandés	Admis	
ESP Nktt	Réanimation, laboratoire, ophtalmologie, ORL, chirurgie et la gynécologie	293	80	80	

Le concours s'est déroulé sans incident pouvant entacher l'équité, la sérénité, la transparence de l'opération.

III - Apport de la CNC

La commission nationale des concours a tenu une réunion de travail avec les membres de la commission de supervision pour donner les orientations nécessaires. Durant cette réunion l'accent fut mis les mesures de transparence, l'équité et le travail bien fait. La CNC a tout mis en œuvre pour faciliter le travail du jury et mobiliser les moyens pour assurer à cette opération un climat serein et favorable.

III- Décision de la CNC

Après délibération axée sur les circonstances et conditions entourant le déroulement de cette opération, et après avoir pu s'assurer que rien n'a entaché ce concours, la Commission a validé les résultats du concours et a décidé leur transmission aux administrations concernées.

Nouakchott, le 10/01/2021

Pour la Commission Nationale des Concours
Le président
CheikhnaOulldoumou

Islamique de Mauritanie Honneur - Fraternité - Justice
Commission Nationale des Concours (CNC)

Rapport du Président de la Commission Nationale des Concours, relatif au recrutement de 20 élèves Magistrats au profit du Ministère de la Justice

I°) Référence :

- L'article 15 du décret N° 2014.060 du 13/05/2014, fixant la réorganisation et le fonctionnement de la Commission Nationale des Concours (CNC)
- Le décret n° 2021.004 du 13/01/2021, portant nomination, du commissaire du gouvernement et des membres de la Commission Nationale des Concours
- Le décret n° 2019-030 du 13/02/2019 portant nomination du président de la Commission Nationale des Concours,
- Le communiqué conjoint N° 056/CNC du 03/11/2020
- Décision de la Commission Nationale des concours N° 02 du 17/01/2021 nommant le jury du concours

II°) Synthèse du rapport du président du jury : MohamedouBellal

La synthèse des travaux du jury se présente comme suit :

Candidats Inscrits : 904

Les épreuves de l'écrit ont été organisées le samedi 16 Mai 2021

- Candidats ayant participés : 804
- Convocation
- Sur 804 candidats participants audit concours, 189 ont obtenu une moyenne supérieure à 10/20
- **Répartition des candidats suivant les spécialités :**
- Fiqh El Mouamalat 316
- Droit Civil 307
- Droit Pénal 181
- Le nombre des admis (liste provisoire) est presque la même
- Fiqh El Mouamalat : 8+2
- Droit Civil : 6
- Droit Pénal : 6

Remarque : 1

Il est permis aux candidats de traiter le sujet principal (professionnel) avec la langue de leur choix arabe ou français

La matière secondaire ou l'épreuve de langue doit être en Arabe

Cette condition donne avantage à ceux qui ont traité le sujet professionnel en arabe. Autrement une faveur accordée par le bénéficiaire (le département de la justice) aux arabisants

L'Evaluation des candidats sur le plan des disciplines juridiques aurait pu se faire uniquement sur la discipline de spécialité et le droit judiciaire.

- **Remarque 2 :**

Aucune femme n'a été retenue parmi la liste des candidats admis provisoirement

Intervention de la CNC

La CNC a accompagné le jury qu'elle a mis en place durant tout le déroulement de l'opération et a particulièrement insisté sur l'esprit d'équité et de transparence à tous les niveaux du processus du concours

La CNC a pris note de toutes les suggestions, remarquables et recommandations formulées dans le rapport du jury a fait sienne celles-ci et en a fait part au département concerné (discrimination positive pour corriger un écart non nécessaire comme apport éventuel

IV. Décision de la CNC

La CNC valide et transmet en conséquence la PV du jury dudit concours au département concerné.

Nouakchott, le 10/06/2021

**Pour la Commission Nationale des Concours
Le président
Cheikhna Ould Idoumou**